



**myenergy**  
Luxembourg

# Bilan annuel relatif à l'année 2018

Dans le cadre de l'accord volontaire FEDIL 2017-2020

17/02/2020

## **1. Contexte général de l'accord volontaire**

Faisant suite à la série des accords volontaires conclus entre le gouvernement luxembourgeois et la FEDIL, la présente version de l'accord volontaire couvre la période s'étendant de 2017 à 2020.

L'accord volontaire dénombrait 50 entreprises au début de l'année 2018. Cependant, toutes n'ont pas pu être retenues à l'issue du monitoring relatif à 2018 : trois d'entre-elles ont décidé de quitter l'accord ou n'ont pas remis leur formulaire de monitoring annuel endéans les délais prescrits et une entreprise a déclaré faillite. D'autre part, deux entreprises ont décidé de joindre l'accord volontaire en octobre 2018. Compte tenu de ces changements, 48 entreprises sont adhérentes à l'accord volontaire à l'issue du processus de monitoring relatif à 2018.

Les objectifs généraux de cet accord sont établis conformément aux dispositions prévues par la directive européenne 2003/96/CE restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité, ainsi que dans le cadre du quatrième plan national d'action en matière d'efficacité énergétique requis par la directive européenne 2012/27/CE relative à l'efficacité énergétique.

Parmi les mesures issues de ce plan, l'accord volontaire constitue la mesure principale du gouvernement dans le secteur de l'industrie et représente un volume d'économies d'énergie considérable vis-à-vis de l'effort national requis.

## **2. Résumé des exigences à respecter**

Les entreprises adhérentes mettent en œuvre un certain nombre d'actions durant la période de validité de l'accord volontaire :

- (1) chaque entreprise adhérente assurera au sein de ses organisations un management énergétique performant ;
- (2) chaque entreprise adhérente communique annuellement les informations à l'organisme en charge du monitoring ;
- (3) avant l'expiration de l'accord volontaire, chaque entreprise adhérente présente un rapport des mesures prises ;
- (4) chaque entreprise adhérente s'engage à faire un audit énergétique ;
- (5) chaque entreprise adhérente doit s'engager à souscrire à des formations dans le domaine de l'efficacité énergétique auprès d'un centre de formation compétent ;
- (6) avant l'expiration de l'accord volontaire, chaque entreprise adhérente s'engage à participer à un échange de bonnes pratiques en matière d'économies d'énergie organisé par myenergy et la FEDIL ;
- (7) chaque entreprise adhérente est obligée de consulter au moins une fois par an un ou plusieurs fournisseurs d'électricité ou de gaz naturel dans leur rôle de parties obligées.

### 3. Évolution des paramètres énergétiques

#### 3.1. Considérations méthodologiques

Afin de garantir la transparence et de promouvoir la qualité du reporting des différentes exigences de l'accord volontaire, une notice explicative et méthodologique a été préparée par myenergy en octobre 2017 et mise à jour en février 2019<sup>1</sup>. Cette note est disponible sur le site web de myenergy : <https://www.myenergy.lu/fr/entreprises/grandes-entreprises-et-industries/accord-volontaire-fedil>.

Cette note a été établie en tenant compte de l'expérience acquise lors du précédent accord volontaire (2011-2016) et de la première année de monitoring (2017) ainsi que des méthodes de calcul de l'indice d'efficacité énergétique issues de la BREF Energy Efficiency 2009 (European Commission, 2009).

Depuis janvier 2015, le gouvernement luxembourgeois a introduit un mécanisme qui oblige les fournisseurs de gaz naturel et d'électricité (définis comme *parties obligées* dans ce mécanisme d'obligation) à aider les consommateurs à réaliser des économies d'énergie. Cette obligation auprès de tous les consommateurs énergétiques finaux est assortie d'objectifs annuels chiffrés en termes d'économies d'énergie. Ainsi, ces parties obligées sont mises à contribution afin d'apporter des conseils et des solutions concrètes au profit des entreprises adhérant à cet accord volontaire.

Avec l'accord volontaire, cette contribution se matérialise par une obligation annuelle pour les entreprises de consulter au moins un fournisseur d'énergie. Ces derniers peuvent proposer leurs services dans de nombreux domaines : p.ex. les formations à l'efficacité énergétique, le management de l'énergie, les audits énergétiques, le reporting des mesures d'économies d'énergie réalisées.

#### 3.2. Consommation énergétique totale

La consommation énergétique totale déclarée par les entreprises adhérant à l'accord volontaire est donnée par le tableau 1.

Tableau 1 : Niveaux de consommation énergétique annuels [MWh] (Source – formulaire de monitoring 2018)

Année	Consommation totale (MWh)	Nombre d'entreprises adhérentes
2017	8.149.142	50
2018	7.748.844	48

<sup>1</sup> Le nouveau format a été appliqué une première fois pour la prise en compte du monitoring de l'année 2018 sur lequel se base ce présent bilan.



### 3.3. Consommation énergétique agrégée par vecteur

Le détail des niveaux de consommation des vecteurs énergétiques les plus fréquemment utilisés est représenté par le tableau 2.

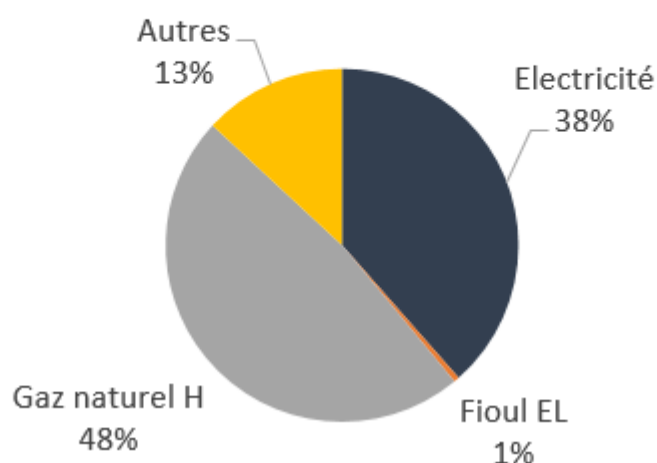
Tableau 2 : Répartition des consommations énergétiques annuelles par vecteur [MWh] (Source – formulaire de monitoring 2018)

Année	Consommation totale [MWh]	Électricité [MWh]	Fioul EL [MWh]	Gaz naturel H [MWh]	Autres <sup>2</sup> [MWh]
2017	8.149.142	3.002.635	44.496	3.687.901	1.414.111
2018	7.748.844	2.983.861	39.485	3.708.740	1.016.758

La figure 1 détaille les proportions en termes de volume des vecteurs énergétiques les plus fréquemment utilisés.

Figure 1 : Répartition de la consommation énergétique par vecteur en 2018 (Source – formulaire de monitoring 2018)

### Consommation énergétique par vecteur (2018)



On peut constater que la quantité totale d'énergie consommée par rapport à l'année précédente a régressée de 5%. De plus on constate une légère transformation de consommation électrique vers le gaz naturel.

<sup>2</sup> Gaz naturel (propane), pneus, anthracite, charbon moussant, gaz liquéfié, houille, lignite, solvants, boues d'épuration sèches, fluff, fioul lourd, gasoil routier, mix d'Isophenol, bois de chauffage, GPL

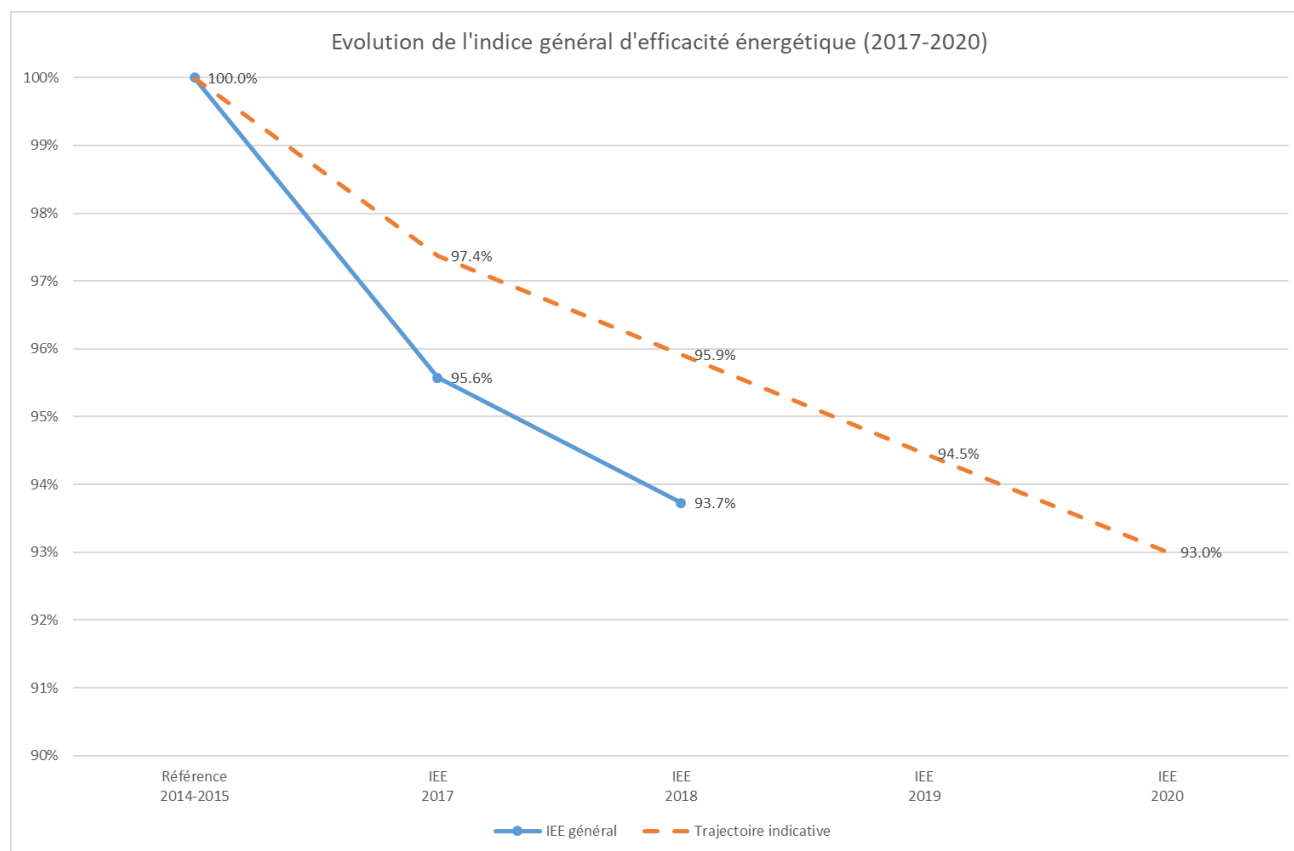
### 3.4. Évolution de l'indice général d'efficacité énergétique

Suite au monitoring de l'année 2018, l'indice général d'efficacité énergétique évolue favorablement par rapport à la trajectoire indicative tendant vers l'objectif d'une amélioration de 7 % de cet indice d'efficacité énergétique commun jusqu'à fin 2020.

N.B. :

- l'indice général d'efficacité correspond à la moyenne arithmétique des indices déterminés individuellement au niveau des entreprises adhérentes respectivement des sites d'activités examinés ;
- la référence utilisée pour le calcul de cet indicateur est déterminée sur base de la moyenne des années 2014 et 2015 ;
- l'année 2016 est prise en compte en référence à l'objectif de l'accord volontaire précédent (2011-2016).

Figure 2 : Évolution de l'indice général d'efficacité énergétique entre 2017 et 2020 (Source – formulaire de monitoring 2018)



### 3.5. Économies d'énergie réalisées

Les économies d'énergie déclarées par les entreprises adhérant à l'accord volontaire sont présentées dans le tableau 3. Ce tableau présente également les économies annuelles cumulées telles que prévues dans l'accord volontaire d'après le quatrième plan national d'efficacité énergétique élaboré en 2017.

Comme exigé par l'accord volontaire, ces économies ne tiennent pas compte de la correction prévue par le coefficient d'énergie primaire par défaut pour les économies générées sous forme d'électricité.

Pour 2018, nous observons que les économies d'énergie réalisées sont au-delà d'environ 55 % par rapport aux économies d'énergie prévues par le plan national d'action en matière d'efficacité énergétique. Ceci reflète une évolution importante des projets d'économie d'énergie réalisés (et clôturés) par rapport à l'année 2017 où les économies étaient encore légèrement en-dessous des attentes<sup>3</sup> de l'accord volontaire. Les économies dépassent actuellement les économies cumulées prévues pour l'année 2019.

Tableau 3 : Économies d'énergie déclarées par les entreprises [MWh] (Source – formulaire de monitoring 2018)

Année	Économies réalisées cumulées [MWh]	Économies prévues cumulées [MWh]
2017	47.549	53.000
<b>2018</b>	<b>165.276</b>	<b>106.000</b>
2019		160.000
2020		213.000

### 3.6. Tarifs préférentiels et avantages financiers

Afin de pouvoir profiter du tarif de la catégorie C pour la consommation électrique, il faut remplir plusieurs conditions, notamment être alimenté à un niveau de tension d'au moins 65kV ou afficher une consommation de plus de 20GWh ou être une entreprise grande consommatrice d'électricité et adhérer au présent accord.

La différence entre la consommation électrique totale des entreprises adhérentes à l'accord volontaire et la consommation électrique des entreprises qui profitent au tarif de la catégorie C affichée au « Tableau 4 : Avantage financier électricité Tableau 4 » est due au fait que certaines entreprises ne profitent pas de la tarification selon la catégorie C.

<sup>3</sup> Ceci est principalement dû à une meilleure documentation des améliorations mais aussi à l'installation d'une cogénération chez une des entreprises adhérentes qui compte pour un tiers des économies.



La liste des entreprises qui profitent du tarif de la catégorie C est établie annuellement par l'Institut Luxembourgeois de Régulation et a été mis à disposition à myenergy par le Ministère de l'Energie et de l'Aménagement du territoire en date du 22 janvier 2020.

Tableau 4 : Avantage financier électricité (Source – formulaire de monitoring 2018 / liste entreprises tarif C)

Année	Consommation d'énergie électrique tarif C [MWh]	Contributions au mécanisme de compensation en catégorie B [€/MWh]	Contributions au mécanisme de compensation en catégorie C [€/MWh]	Avantage financier électricité [€]
2017	2.874.840	8,90	0,75	23.429.964
<b>2018</b>	2.957.689	9,10	0,75	<b>24.696.703</b>
2019				
2020				

Les entreprises peuvent, à côté du tarif préférentiel au niveau électrique, profiter d'une réduction du taux d'accises sur le gaz naturel avec les conditions simultanées d'adhérer à l'accord volontaire et de présenter une consommation annuelle supérieure à 4.100MWh. L'avantage financier s'élève à 0,024 cent par kilowattheure consommé<sup>4</sup>.

Vu l'ampleur de cet avantage, on peut dire qu'il est largement inférieur à celui concernant l'électricité. Il ne sera pas chiffré de manière précise dans ce cadre car myenergy n'est pas à disposition de toutes les paramètres du calcul<sup>5</sup>.

En croisant les économies réalisées et les avantages financiers de tarification, on peut déterminer un indicateur de performance de cet accord exprimé en euros par Mégawattheure économisé. Il faut noter que pour cet indicateur, uniquement la partie électrique de l'avantage financier est considéré.

<sup>4</sup> Source : Loi du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques. 0.024 cent/kWh est la différence entre le taux d'accises de la catégorie B (0.054 cent/kWh) et C2 (0.030 cent/kWh).

<sup>5</sup> Les entreprises ne renseignent pas systématiquement la catégorie de consommation gaz.



**myenergy**  
Luxembourg

Tableau 5 : Résumé avantages financiers électriques par rapport aux économies réalisées totales (Source - formulaire de monitoring 2018 / liste entreprises tarif C)

Année	Économies réalisées totales cumulées [MWh]	Avantage financier total cumulé [€]	Avantage financier par MWh d'économie réalisé [€/MWh]
2017	47.549	23.429.964	492,8
<b>2018</b>	<b>165.276</b>	<b>48.126.667</b>	<b>291,2</b>
2019			
2020			

### 3.7. Conclusions provisoires

Les efforts mis en œuvre par les entreprises adhérant à l'accord volontaire montrent des résultats encourageants au niveau de l'indice d'efficacité énergétique et au-delà des attentes de l'accord volontaire en ce qui concerne les économies d'énergie réalisées.

Contrairement aux économies d'énergie qui fournissent des résultats acquis durablement une fois mises en œuvre, l'indice d'efficacité énergétique peut cependant à tout moment fluctuer favorablement ou défavorablement car il est soumis à divers aléas : la performance individuelle des entreprises adhérentes, le climat conjoncturel, les gains de productivité, etc. Son évolution seule à un moment donné ne peut nullement présager d'une réussite collective, qui sera seulement évaluée à la fin 2020.

L'effort collectif des entreprises adhérentes se poursuivra jusqu'en 2020 inclus : les valeurs mesurées lors des prochaines années donneront une idée plus juste de la performance atteinte par l'accord volontaire.

Luxembourg, le 17/02/2020

**myenergy**  
**Partenaire pour une transition énergétique durable**